

*Déclaration de ministres*

réserve au principe de la non ingérence dans les affaires internes des États. Le recours à la force est de toute évidence une affaire des plus sérieuses. Le gouvernement canadien a déjà exprimé clairement ses regrets suite à l'intervention américaine à Panama. Il est extrêmement important cependant de rappeler les raisons impérieuses qui ont forcé le président Bush à autoriser l'intervention des troupes américaines.

• (1820)

*[Traduction]*

Depuis deux ans, le monde est témoin d'une des plus systématiques trahisons jamais vues: la trahison à Panama des valeurs démocratiques si chères à la Chambre et respectées par la plupart de nos voisins de l'Amérique latine et des Caraïbes. Même avant cela, les gouvernements des présidents Barletta et del Valle se pliaient aux caprices du général Noriega en sa qualité de commandant suprême des Forces de la défense panaméennes.

Le Canada n'a jamais entretenu des relations très cordiales avec les divers régimes qui se sont succédé, car, à notre avis, ils n'avaient de démocratique que le nom. Mais nous avons su entretenir avec eux des rapports commerciaux corrects, car nous avons des intérêts communs. En 1987, un tribunal américain a accusé le général Noriega de s'adonner au trafic des stupéfiants, et les États-Unis ont imposé un embargo économique. Le Canada s'est abstenu de faire la même chose.

Quand on a annoncé les élections de mai 1989, nous avons bon espoir que les Panaméens pourraient exprimer leur volonté démocratique au scrutin. Toutefois, s'apercevant que les élections ne favoriseraient pas le candidat de Noriega, le régime a soudainement fait annuler le résultat des élections.

Le Canada a protesté contre ce déni d'élections libres. Nous avons tous été stupéfiés de voir des reportages sur les actes de violence publics contre les chefs que les Panaméens avaient choisis pour les gouverner. On a été tenté de répondre par la violence. Certains Américains l'ont préconisée ouvertement et fermement. Mais le bon sens a prévalu partout, surtout au sein de l'administration américaine.

On a fait divers efforts pour trouver un règlement pacifique à ce problème extrêmement complexe. Il y a eu des initiatives bilatérales et des initiatives personnelles

des dirigeants d'autres pays. L'une des plus importantes a été celle de l'Organisation des États américains. Le 20 juillet dernier, l'Organisation a adopté une résolution officielle prévoyant un transfert de pouvoirs, à compter du 1<sup>er</sup> septembre, du régime Noriega aux candidats élus lors des élections de mai.

LOEA s'est également lancée dans une mission diplomatique dirigée par les ministres des Affaires étrangères de trois pays membres, qui ont effectué de nombreux déplacements et qui ont travaillé avec acharnement pour trouver un moyen pacifique d'assurer ce transfert de pouvoirs. C'est regrettable, mais il est évident que cette solution pacifique s'est soldée par un échec.

Comme nous le savons tous, il y a eu récemment un coup d'État manqué. Les événements de la semaine dernière étaient particulièrement inquiétants pour tous les députés et pour beaucoup d'entre nous, notamment lorsque le général Noriega a déclaré que Panama était, pour reprendre ses paroles, en «état de guerre» avec les États-Unis.

Après cette déclaration unilatérale du général Noriega, des Américains en garnison au Panama en application d'un traité ont été harcelés, un soldat américain qui n'était pas de service a même été tué et sa famille, menacée.

Il importe de souligner deux choses qui distinguent la situation au Panama de ce qui pourrait se passer ailleurs dans le monde. Premièrement, la présence des États-Unis dans ce pays est le résultat d'un traité et non d'une occupation. Les troupes américaines ne se sont pas invitées; elles sont là en vertu d'une entente légale, d'un traité international. Elles ont le droit de s'y trouver et d'être protégées pendant leur séjour. C'est l'une des raisons pour lesquelles la situation à Panama aujourd'hui est différente.

Je voudrais souligner un deuxième fait, à savoir qu'on a eu recours à des solutions pacifiques et qu'elles ont échoué. En fait, ce qui est remarquable, c'est que le gouvernement Bush ait consenti pendant si longtemps à mettre tous ses espoirs dans la médiation, dans les négociations et dans les méthodes pacifiques. La réponse à cela a été la déclaration du général Noriega qui a annoncé unilatéralement l'état de guerre, le meurtre d'un Américain qui y était en garnison et n'était pas de service et enfin des menaces contre des Américains qui avaient